

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 24 NOVEMBRE 1978 - N° 797

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## CAEN - SOLMER SESCOSEM - SONACOTRA... Répression multiforme contre les travailleurs qui luttent

▽ A Caen, la semaine dernière.



### Bretagne : USAGERS SNCF CONTRE GARDES MOBILES

Mercredi matin, dans la petite gare de Plouaret dans les Côtes du Nord, 200 membres du Comité de défense des usagers venus pour bloquer l'express Brest - Paris ont trouvé sur place la gare investie par un escadron de gendarmes mobiles fusil à la bretelle. Depuis le 12 novembre dernier, les paysans, artisans et autres usagers de Plouaret interviennent tous les 2 jours pour obliger les trains express Paris - Brest et Brest - Paris à s'arrêter dans leur gare pour protester contre la décision de la SNCF de supprimer cet arrêt pour cause de rentabilité. Le chef de la circonscription-exploitation des Côtes du Nord justifie ainsi cette mesure qui oblige les habitants de Plouaret à faire 30 ou 40 kilomètres en voiture pour se rendre à la prochaine gare : « Nous devons toujours aller plus vite si nous voulons concurrencer la route ». Face à cette logique du profit, les usagers SNCF de Bretagne ont décidé de manifester ensemble le 17 décembre pour que vive leur région.

A Caen, il y a une semaine, les flics provoquaient violemment les manifestants en lutte contre le chômage. A la Solmer, la direction a lock-outé l'usine lundi. Mercredi, 15 ouvrières, 9 déléguées du personnel de la Sescosem sont poursuivies devant les tribunaux. Mercredi matin, les flics intervenaient contre les résidents du foyer Sonacotra de Colombes. La politique de crise et ses conséquences dans la classe ouvrière instaurée par Barre et compagnie ne serait pas suffisante pour empêcher toute extension des luttes. Ils le savent. D'où leur promptitude à réprimer toute opposition conséquente aux plans d'austérité qu'ils veulent mettre en œuvre. Les travailleurs sauront trouver la riposte qui convient. Au lock-out des ouvriers de Chaffoteaux et Maury ont répliqué par la grève reconductible toutes les 24 heures. A la Sescosem, c'est l'extension de la grève sur l'usine qui imposera les revendications.

### IL N'Y A PAS DE PETITS PROFITS POUR M. BARRE

Barre, en avril 78, décidait de relever le SMIC plus fortement que la hausse officielle des prix.

Une décision, qui, vu le caractère truqué de la hausse officielle des prix, revenait déjà à réduire bien réellement, de quelques centimes, la baisse du pouvoir d'achat.

Cette décision qu'a prise Barre il y a 8 mois peut apparaître bien dérisoire. Eh bien, voilà : selon le gouvernement, il n'est plus possible de continuer comme cela, il faut revenir à l'ancien système. Désormais, l'augmentation du SMIC, au 1<sup>er</sup> décembre n'augmentera pas plus que la hausse officielle des prix.

Décidément pour mener son programme d'austérité à bien, il n'y a pas de petits profits pour ce gouvernement.

### Erythrée : escalade soviéto-cubaine

Dans un communiqué, le représentant du FPLE à Paris déclare notamment : « Il est à noter que l'offensive de grande envergure, à laquelle prennent part directement l'URSS et Cuba... coïncide avec la signature qui vient d'avoir lieu du traité (de sainte alliance) entre l'URSS et l'Éthiopie ».

Lire en page 6

### Le foyer Sonacotra de Colombes investi par les flics

La semaine du dialogue avec les travailleurs immigrés, organisée par le gouvernement et Stoléro, bat son plein. La direction de la Sonacotra vient de faire effectuer une descente de police dans un foyer : mardi à 5 h 30 du matin, au foyer Sonacotra rue Colbert, à Colombes, de nombreux policiers ont investi les locaux du foyer Sonacotra, avec un huissier pénétrant dans les chambres des résidents.

### Téhéran : manifestation dans le bazar

Le mouvement de grèves qui touche les employés du Trésor, des télécommunications de l'électricité et les douaniers, continue de paralyser le pays. A Téhéran les 200 000 commerçants du Bazar qui venaient de reprendre le travail après une grève de 2 semaines ont décidé de se remettre en grève à la suite de tirs de la police contre la manifestation de mercredi dans les souks.

### CGT : dimanche ouverture du 40<sup>e</sup> Congrès

Lire en page 2

### 25 millions pour votre quotidien !

L'étape des 20 millions  
vient d'être franchie

Lire en page 3

## LUTTES OUVRIERES

Monsieur Stoléro,  
le racisme...  
vous connaissez ?

Nous avons reçu la lettre suivante que nous publions :

Dans le cadre de la «semaine d'immigration», nous serions gré d'insérer cet article dans votre journal.

Comme cela a été annoncé dans la presse, les travailleurs immigrés ont manifesté samedi 18 novembre à Paris. Les grévistes des foyers de Nancy ainsi que leur comité de soutien se sont rendus à cette manifestation et c'est à l'occasion de leur retour qu'ils ont, une fois de plus, fait l'expérience du racisme qui existe bel et bien et qui est intolérable. Vers 21 h 20, les bus se sont arrêtés à Vitry-le-François pour permettre aux travailleurs de prendre un pot. Ils se rendirent donc au café «Terminus» près de la gare où le patron, en les voyant entrer, fut d'abord surpris de l'outrecuidance de cette invasion. Le «brave homme» se demanda s'il allait servir ou non. Apparemment, son instinct de commerçant prit le dessus. Rendez-vous compte ! Une cinquantaine de clients : le calcul est rapide, quelle aubaine pour arrondir sa fin de soirée. Tout le monde a soif, les commandes fusent, on paie comptant sans discuter. Mais un certain nombre de questions se posent, la consommation est vraiment très chère, d'autant plus que les camarades consomment au comptoir.

— Combien paies-tu l'Orangina ? 4 F répond l'autre. Et le café ? 2 F. Le diablolo menthe ? 3 F. La canette ? 4 F et ainsi de suite... Pourtant les prix sont affichés. L'Orangina se paie 3 F ; le café 1,40 F ; la bière 2,70 F. Un membre du comité de soutien s'inquiète et demande au patron à quelle heure les tarifs de nuit sont applicables ? Voilà le dialogue qui suit :

— A 22 heures, Madame.

— Mais pourtant, Monsieur, il n'est que 21 h 40.

— Si ça vous plaît pas, c'est la même chose... De toutes façons, je suis chez moi, c'est moi qui fait la loi.

Une grogne générale succède à cette réponse. Le patron ne s'affole pas pour autant. Il en profite pour déverser toute sa hargne raciste.

— C'est moi qui commande ici. Si cela ne vous plaît pas, sortez, d'ailleurs, je ne sers plus, si j'avais une mitrailieuse, je m'en servirai... (tout un programme). La tension monte, ce monsieur devient menaçant.

— Mais ils sont emmerdants, on ne va pas se laisser envahir par des bougnoules. De toutes façons, j'appelle la police.

C'est la patronne qui veut s'en charger. Un camarade intervient rapidement en coupant la communication. Isolé, le patron ne désarme pas pour autant.

— C'est pas grave, j'ai un copain qui est là, il est inspecteur, je vais appeler le Paul (ou Jean-Paul).

Les deux reviennent ; l'autre, un peu gêné, déclare qu'il n'est pas en service, refuse de décliner son identité, et dit qu'il ne témoignerait pas. Il ne pouvait que reconnaître les faits ; d'ailleurs, son copain patron ne se gênait pas de crier tout haut «que c'est lui qui fait la loi, qu'il fait ce qu'il veut, qu'il regrette de ne pas avoir une 12,7».

Les choses se calment, tout le monde rejoint le bus, sans heurts, mais avec une profonde révolte et déjà un vague sentiment d'impuissance. Nous porterons plainte. La liste des non-lieux peut s'allonger. Cela, Monsieur Stoléro, s'est passé samedi soir le 18 novembre entre 21 h 20 et 21 h 55 au café «Terminus» à Vitry-le-François petite bourgade tranquille sans doute.

Monsieur Stoléro, vous le champion de la lutte anti-raciste, vous qui prétendez combattre le racisme dans les flashes publicitaires entre le shampoing et le fromage, qu'en pensez-vous ?

Le responsable, c'est vous, Monsieur Stoléro. N'est-ce pas vous l'auteur de mesures tendant à faire croire que les responsables du chômage sont les travailleurs immigrés ? A quoi sert votre législation quand un patron applique les prix qu'il veut et notamment lorsque ses clients sont des travailleurs immigrés ? C'est à vous, Monsieur Stoléro, qu'appartient la réponse et au gouvernement auquel vous appartenez.

LE COMITÉ DE SOUTIEN DE NANCY  
LES COMITÉS DE RÉSIDENTS  
DES FOYERS DE NANCY EN LUTTE

A l'usine S.U.V. Gemmor  
de Ramonchamp  
(près de Reminemont)LA LUTTE CONTRE  
UN LICENCIEMENT S'ORGANISE

Vendredi dernier déjà, le directeur et le chef du personnel étaient retenus dans un bureau l'après-midi jusqu'au soir, pour réclamer la réintégration d'un candidat CGT aux élections professionnelles. Faisant suite à cette action, l'envoi d'un télégramme réclamant le départ du chef du personnel. A cela s'ajoutait la grève à 90 % du personnel (à 100 % des ouvriers) contre les mesures anti-syndicales, mais aussi contre une discipline militaire.

Cette entreprise, la Société d'Usinage des Vosges, plus couramment appelée Gemmer-France, a son siège social à Suresnes.

La Direction générale de Gemmer-France a répondu aux grévistes d'une façon révoltante, prétendant que le mouvement était dirigé par «des irresponsables qui n'ont pas charge de famille» et a porté plainte pour violation de domicile contre un représentant de l'UD-CGT d'Épinal, venu soutenir les grévistes.

De toute façon, le mouvement continue, même après le chantage à la fermeture.

Corr. SURESNES

LE 40<sup>e</sup> CONGRES DE LA CGT  
S'OUVRE DIMANCHE

●Dimanche après-midi s'ouvrira à Grenoble le 40<sup>e</sup> Congrès de la CGT. C'est un évènement important, pour plusieurs raisons. D'abord, parce que la CGT est numériquement le premier syndicat du pays. Ensuite, parce que ce Congrès se tient dans une situation politique nouvelle, après la défaite de la gauche aux élections de mars 78. Cette défaite a rendu inévitable un débat sur la politique passée de la CGT, caractérisée de fait par un soutien total au PCF. C'est bien cette question qui a été au centre des débats ouverts en particulier dans la presse de la CGT. Bien sûr, le débat ne sera pas clos avec la fin du Congrès. Cependant, les choses seront quand même fixées, ne serait-ce que par le vote du texte d'orientation...

Situation nouvelle, après les élections de mars. L'époque est finie où la direction CGT pouvait, sans susciter trop de questions, prendre parti pour les nationalisations préconisées par le PCF, mettre toutes ses forces au soutien de l'accord du 13 mars et ainsi de suite. L'échec de la gauche a brutalement interpellé les militants CGT sur ce qui avait dominé l'activité de leur centrale depuis des mois, y compris parmi les militants PCF. La perte continue de syndiqués venait s'ajouter à leur inquiétude. Dans ces conditions, il devenait impossible, pour la direction de la CGT, de fermer les yeux et de repartir comme avant. Elle préféra donc prendre les devants, en donnant le feu vert au débat : Georges Ségué, dans son meeting de rentrée à la porte de Pantin, incitait donc les syndiqués à parler sans crainte.

Et de fait, on n'avait jamais connu de tel débat public à la CGT : plusieurs pages dans chaque numéro de *La Vie Ouvrière* et du *Peuple*, et même deux numéros spéciaux du *Peuple*. Plusieurs centaines de syndicalistes ont envoyé des contributions. Presque toutes ces lettres posent des problèmes de taille.

Ainsi, il n'y a plus grand monde qui se contente des explications simplistes de la direction sur les pertes en voix ou en syndiqués ; les licenciements ne peuvent tout expliquer. Ainsi, il n'y a plus grand monde pour dire que la démocratie règne partout. Au contraire, des dizaines de lettres mettent en cause «le système de cooptation», «les décisions qui viennent d'en haut», la désignation des délégués, y compris pour ce congrès, souvent effectuée au niveau de la CE, sans même d'appel de candidatures. Au niveau

de la ligne suivie, que ce soit sur le soutien objectif au PCF pendant la campagne électorale, ou sur l'attitude vis-à-vis des syndicats des «pays socialistes», la contestation s'est développée avec vigueur. Au point que ceux qui se cramponnent encore à une justification point par point de toutes les positions prises par la direction CGT se trouvent d'une certaine façon en porte à faux : comment peuvent-ils soutenir de manière crédible leurs positions, quand Krasucki lui-même, prenant la mesure de la contestation, en vient à dire dans la dernière V.O. : «Est-ce à dire qu'il n'y a nulle part de difficultés, d'entorses aux principes d'indépendance de la CGT, à ses règles de vie, de confusion entre ce qui est syndical et ce qui est politique ? Évidemment non»...

Pour autant, peut-on attendre du 40<sup>e</sup> Congrès de la CGT qu'il condamne fondamentalement la ligne suivie ces dernières années ? Peut-on penser que le débat, tel qu'il est retranscrit dans la presse de la CGT, trouvera un reflet exact dans les conclusions du Congrès ? Non, pour plusieurs raisons. D'abord, parce que les affirmations du genre de celle de Krasucki ne doivent pas faire oublier que l'ensemble des textes préparatoires au Congrès est une justifica-

tion détaillée de toute l'attitude de la CGT pendant la campagne électorale, que ce soit le texte d'orientation ou le rapport d'activité. La direction veut bien qu'on discute, mais à condition que rien d'essentiel ne soit remis en cause. Tout au plus est-elle prête, comme le fait Krasucki, à admettre qu'il y a eu des «bavures», qu'il faut faire dorénavant plus attention. Mais pas plus.

D'autre part, il est certain que les jeux sont déjà faits, pour tout ce qui est important, et en particulier la prochaine équipe de direction ; même si le PCF est prêt à céder un certain nombre de places, en particulier au PS, les choses sont prévues dans le détail, et hors Congrès... Le mode de désignation des délégués au Congrès qui, de fait, ne donne pas directement voix au chapitre à l'ensemble des syndiqués, privilégié tel ou tel syndicat... donne à la direction toutes les garanties.

Enfin, si le débat est réellement nouveau par son importance et si le PCF manœuvre en recul, l'opposition qu'il rencontre est encore partielle, pas en mesure pour l'instant d'infliger de très gros reculs à la direction. Cela, elle le sait, elle en a tenu compte en lançant le débat.

Monique CHERAN

## Contre la venue de Ceyrac à la Bourse du travail

RIPOSTE COMBATIVE  
A BOBIGNY

Mercredi 22 à 10 heures à la Bourse du Travail de la Seine Saint Denis (Bobigny), on apprend que la GIPNEP qui regroupe les patrons du département, doit tenir l'après-midi à 17 heures une réunion à la salle des Congrès de la Bourse en présence de Ceyrac. L'autorisation a été donnée par le préfet. En effet cette salle, au contraire de la Bourse, n'est pas gérée par les syndicats mais par le Conseil général, et donc ouverte à toutes les associations.

La riposte ne se fait pas attendre : la CGT mobilise ses militants, la FGM-CFDT les siens, la Commission exécutive du syndicat des postiers du 93 décide de participer elle aussi à la mobilisation...

A 16 heures la Bourse

du travail est déjà bariolée de banderoles et les militants CGT, CFDT, FEN, ainsi que les travailleurs communaux affluent. A 16 h 30 s'ouvre un meeting dans la salle même où doit se tenir la réunion patronale. Prises de parole successives du secrétaire de la Bourse, des secrétaires d'UD-CFDT et CGT ainsi que du secrétaire de la section FEN 93.

La salle est pleine, les applaudissements crépitent lorsque les intervenants dénoncent la provocation de Ceyrac, de vouloir utiliser la Bourse et du préfet de la lui accorder.

On apprend alors que la municipalité (PCF) de Bobigny a donné auspice à la réunion patronale dans une grande salle de l'Hôtel de Ville !

Alors, des quatre coins

de la salle, des travailleurs (nombreux) crient : «A l'Hôtel de ville, il faut aller en manifestation à l'Hôtel de ville !» Les applaudissements couvrent la voix du secrétaire départemental CGT qui tente de ramener le calme et un travailleur se lève, demande la parole et dit : «Ceyrac nous nargue à 500 mètres d'ici, à la mairie ; il faut lui montrer qu'on est au lieu de jacter pendant une plombe comme on le fait !»

La salle, réellement combative, applaudit de nouveau, et peu après, siffle unanimement le secrétaire CGT qui, récupérateur, propose d'aller en manifestation... aux Six Routes, (à l'opposé de l'hôtel de ville !). La tribune accepte enfin d'aller vers la mairie, mais en continuant vers la préfecture pour qu'une délégation y dépose une motion. Un militant cégétiste des PTT veut prendre la parole pour appuyer l'intervention, demandant d'aller à l'Hôtel de ville : on la lui refuse, sous prétexte qu'il faut maintenant terminer le meeting.

A 17 h 15 le cortège

s'ébranle donc, avec ses 600 participants. On y entend : «Chômage, ras-le-bol !» mais aussi «Ceyrac, assieds-toi et négocie !» lancé par les dirigeants CGT de leurs voitures sonores. Arrivés à l'Hôtel de Ville, un service d'ordre empêche d'accéder à la salle et oblige le cortège à continuer vers la préfecture où le cortège se dispersera après cinq minutes d'attente. Seules notes «discordantes» : des chants de luttes sont lancés (sans grand succès, car sans sono) par un groupe de militants CGT, *l'Internationale* est massivement reprise dans le cortège, et à la Préfecture, les militants de la CE-CFDT-PTT 93 reconnaissent (par hasard) le chef de centre du CTA, se lancent vers lui avec une banderole, en criant : «Dans les PTT, on veut des effectifs !» Un membre PCF du service d'ordre CGT leur demande de rester calme (c'est normal, allons : la manif PTT, ce n'est pas le lendemain à Paris de Montparnasse au ministère !)

Corr. BOBIGNY

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# LE 40<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'INTERNATIONALE TROTSKYSTE

● Le courant trotskyste célèbre actuellement le 40<sup>e</sup> anniversaire de la création, sous l'égide de Trotsky, de la «IV<sup>e</sup> Internationale». Le courant qui se réclame de l'héritage de Trotsky est constitué en France par la LCR, l'OCI-AJS, Lutte Ouvrière, et divers autres groupes plus restreints.

L'origine de ces groupes réside dans l'exclusion, en 1927, de Trotsky du Parti bolchevik, puis son expulsion d'URSS en 1929. Affirmant que la stratégie du Parti bolchevik consistait à maintenir le statu quo dans la situation mondiale, et que les partis communistes dans le monde se mettaient au service de cette stratégie, Trotsky et ses quelques partisans tenteront, dans un premier temps, d'organiser des fractions à l'intérieur de l'Internationale communiste. Devant l'échec de ces tentatives, ils tenteront de se regrouper avec diverses tendances ou scissions de la social-démocratie. Ces tentatives ayant à leur tour échouées, les trotskystes décident, en 1938, de se regrouper entre eux en proclamant la IV<sup>e</sup> Internationale.

Quoique Trotsky ait prévu «des rythmes exceptionnellement élevés de développement» à cette organisation, les groupes trotskystes resteront pendant des décennies des sectes minuscules, regroupant en France quelques dizaines de militants. Durant la guerre, une bonne partie d'entre eux refusera de participer à la Résistance.

## UNE RENAISSANCE RELATIVEMENT RÉCENTE

Ces groupes, qui végétaient et se divisaient périodiquement, ont connu un renouveau au début des années 1960 et par-

ticulièrement après mai 68, ceci pour plusieurs raisons :

— Le développement d'une crise idéologique dans la jeunesse due notamment aux guerres coloniales, à l'attitude du PCF face à la guerre d'Algérie, enfin la reprise par ces groupes de thèmes anti-impérialiste à propos de la guerre du Vietnam ;

— Le rapport Khrouchtchev, qui semblait donner raison aux attaques de Trotsky contre Staline ;

— La dégénérescence du PCF, pour laquelle les trotskystes avaient une explication toute prête depuis des dizaines d'années qui pouvait tromper, en particulier, une frange de la jeunesse à la recherche d'une issue révolutionnaire.

La «IV<sup>e</sup> Internationale» revendique des sections dans 60 pays, dont la plus importante est la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire) française qui proclame 5 000 militants ou sympathisants organisés. Une autre branche est constituée par le «Comité international pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale» auquel est affiliée l'OCI-AJS.

Par les thèmes qu'ils développent, notamment celui de la «trahison» des partis «ouvriers» (les révisionnistes qualifiés de stalinien et les sociaux-démocrates), les trotskystes tentent de se présenter comme une alternative révolutionnaire face à ces partis. Cette prétention est curieuse pour un courant

qui, depuis quarante ans qu'il est organisé, n'a jamais conduit de mouvement révolutionnaire au succès, tout en ayant une attitude critique stérile, non fondée sur la réalité de l'étape historique, des révolutions menées par les partis communistes et des différentes expériences d'édification du socialisme.

On connaît la spécialité qu'ils se sont fait de dénigrer la révolution chinoise, en fondant leurs «arguments» sur les ragots et les déjections de la presse bourgeoise.

## UN HERITAGE COMMUN

Dans la situation politique actuelle de la France, quelles sont les bases politiques essentielles de ces organisations ?

Au delà des nuances qui les séparent, il existe un ensemble de thèmes communs sur lesquels ils se retrouvent :

L'Union soviétique est un État ouvrier (quoique la classe ouvrière n'y aurait pas le pouvoir). De ce fait, elle ne saurait avoir une attitude impérialiste. C'est ce type de logique qui conduit par exemple Lutte Ouvrière à déclarer qu'en cas de guerre, entre l'URSS et la Chine, ce groupe soutiendrait l'URSS, État soi-disant ouvrier contre la Chine.

De même les partis sociaux-démocrates et révisionnistes sont des partis ouvriers, en ce sens qu'ils regroupent des ouvriers dans leurs rangs ; la tactique à leur égard est de les obliger à s'allier avec les «révolutionnaires», entendez les trotskystes, de manière à pouvoir dénoncer leur manque de vigueur dans la lutte.

Tout ceci, et c'est là la caractéristique principale des groupes trotskystes, les amène à soutenir d'une façon ou d'une autre les partis révisionnistes. Pour eux, le PCF n'a pas de projets politiques différents des autres partis sociaux-démocrates, bien au contraire, le PCF au gouvernement serait un pas vers une «transformation socialiste». Lors des dernières élections, tous les trotskystes se sont retrouvés pour appeler à voter à gauche au second tour, ce qui est leur position qu'elle que soit la situation politique. Il suffit de voir qu'elle est la situation du PCF aujourd'hui pour juger de leur myopie politique congénitale.

Ces groupes ne peuvent constituer une alternative révolutionnaire face aux révisionnistes et aux réformistes. Ce n'est pas là leur préoccupation d'ailleurs, par leur «position critique», leur attitude de «mouché du coche» à l'égard du PCF et du PS indique nettement que leur fonction est de ramener dans le giron des partis de gauche ceux qui tendent à s'en détacher.

Ceci a été particulièrement sensible dans les périodes électorales depuis 1973. Alors que des franges de travailleurs, à partir notamment de leurs expériences dans ces luttes, entraînent en contradiction avec le PCF, alors qu'un certain clivage apparaissait entre ces travailleurs et l'union de la gauche, les organisations trotskystes se sont attaché à faire soutenir l'union de la gauche par ces travailleurs. En voilant la véritable nature du PCF, les organisations trotskystes ont contribué

à freiner le développement d'un pôle révolutionnaire autonome des travailleurs à l'égard du révisionnisme. Aujourd'hui, ces organisations subissent ainsi directement en leur sein les contre-coups de la division de la gauche. En ayant misé sur la victoire électorale de celle-ci, elles connaissent

aujourd'hui une crise, étroitement liée à la crise de l'Union de la gauche.

Le PCF et le PS ayant de grosses difficultés à offrir aux travailleurs des perspectives politiques crédibles, les trotskystes se trouvent de fait, dans la même situation.

François NOLET

## ● Licenciements à Libération

Libération vient de décider de «licencier 25 des salariés du journal pour raisons économiques».

Actuellement, chaque mois, Libération perd 70 000 F. C'est énorme et cela alors que les ventes ont progressées en moyenne de 20 %, selon ce journal.

L'explication est simple. La cause de ce déficit réside dans les choix qu'a fait Libération, il y a quelques mois, d'avoir recours à la télé-impression.

Ce système permet aux journaux qui l'utilisent d'être présents dans les kiosques des régions déservies (autour de Marseille, Lyon, Toulouse et maintenant Nantes) à de meilleures conditions : quasi absence des retards, possibilité de pages régionales... Un gain important de lecteurs s'en suit.

Mais la médaille a un revers. Les frais de transmission, d'impression (nécessité de payer les diverses imprimeries) augmentent considérablement le poste dépense. Cela est très lourd pour les journaux à faible tirage, voire impossible. Rouge s'y est cassé les dents et y a renoncé. Pour conserver les avantages de la télé-impression, Libération décide de réduire ses effectifs.

La situation de Libération montre à nouveau, s'il en était besoin, que la mise en place de ce procédé est un des moyens d'étouffer les journaux à faible tirage et de laisser le champ libre aux Hersant et compagnie.

Achetez  
Le Quotidien du Peuple  
chaque jour  
dans le même kiosque

## 25 MILLIONS POUR QUE VIVE LE QUOTIDIEN

Camarades, Amis, Lecteurs du QdP,

L'étape des 20 millions vient d'être franchie. C'est très bien. D'ores et déjà il nous faut vous féliciter et vous remercier pour le travail accompli : grâce à l'effort exceptionnel de chacun, le QdP est en bonne voie pour surmonter les difficultés auxquelles il doit faire face.

D'autant que cette semaine, vous

Vitry	
Ventes	50
	10
Villejuif	
	65
	850
Orsay	
Un technicien	30
Un chercheur «pour la liberté d'expression»	100
Un chercheur	150
Sainte Geneviève des Bois	
Ventes	20
Travaux photo	30
Soutien	20
Famille d'un camarade	100
Employée en pharmacie	100
Travaux photo	90
Vente	10
Lyon	
Berliet : des ouvriers	140

L'étape des 20 millions vient d'être franchie

avez donné une vigueur nouvelle à la souscription. Notre appel de samedi dernier a été entendu. La course contre la montre est sur le point d'être gagnée. Elle doit l'être. C'est nécessaire.

L'objectif est proche, mais il y a

Des ouvrières de FAR	60
Des camarades de l'hôpital E. Herriot	1 000
Centre : collecté	1 000
Ventes	275
Une étudiante	30
Divers	300
Thionville	
Vente d'objets par un camarade	100
Un camarade	455

encore à faire. Nous ne devons pas l'oublier. Il faut mettre à profit toutes les possibilités de cette fin de semaines pour organiser collectes, ventes de calendriers, initiatives diverses et franchir ainsi un nouveau pas décisif vers les 25 millions.

Collecté à la projection du film «Pour demain»	150
Des camarades	266
S.F. étudiant	20
D. animateur	30
Vente	290
Total	5 741
Ancien total	196 072

NOUVEAU TOTAL 201 813

Pour les 25 millions du Quotidien du Peuple, je verse ..... F.

Nom : .....

Adresse : .....

Etablir les chèques à l'ordre du Quotidien du Peuple : CCP ; centre Paris, compte N° 23 132 48 F

Crédit Lyonnais : agence ZU 470 compte N° 7 713 J

# PCF : QUELQUES ELEMENTS SUR LA CRISE

## 1 - La thèse du complot

On parle moins aujourd'hui de la crise interne du PCF. Celle-ci se poursuit cependant, sur les bases apparues après les élections, et nourrie par l'actualité. Au plus fort de la contestation publique, trois thèmes de critiques s'étaient nettement dégagés : le fonctionnement interne du parti révisionniste, la manière dont il se situe par rapport à l'URSS, et la question de l'alliance avec le PS. Si, du fait de la polémique, le troisième point n'est plus guère débattu, sauf là où les élections partielles ont lieu, les deux autres points restent au centre de la polémique.

Face à sa crise, la direction du PCF joue sur plusieurs registres : celui du libéralisme, alterné avec une fermeté parfois clairement affichée comme le montrent les censures de *la Nouvelle critique* ou du livre *Rue du prolétaire rouge*, le tout lié par le thème général du complot «anti-communiste». La manœuvre n'est en elle-même pas originale, qui consiste à faire savoir qu'il n'est pas opportun de critiquer de l'intérieur le PCF à un moment où il est attaqué de l'extérieur. Pour les dirigeants et ceux qui les suivent, tout aujourd'hui est «anti-communiste» : la presse donne la parole à des contestataires, c'est de

«l'anti-communisme». Des militants du PCF polémique à la télévision avec des écrivains officiels de ce parti, ils font de «l'anti-communisme». Le PCF est critiqué dans telle association de masse, c'est de «l'anti-communisme». On discute avec des diffuseurs de *l'Humanité* en évoquant la crise interne : on fait de «l'anti-communisme» ! Quiconque lit la presse du PCF, ou discute avec ses militants, fera la même constatation.

Il y a plus d'un mois maintenant que la thèse du complot a été émise. Elle est parvenue à abuser nombre de militants du PCF pour deux raisons essentielles : d'abord parce que le réflexe de défense du Parti existe à la base du Parti révisionniste, et ensuite parce que l'argument «d'anti-communisme» permet souvent d'éviter une discussion dans laquelle les militants ont peu d'éléments à fournir.

Mais les choses évoluent aujourd'hui : selon un processus qu'on a déjà rencontré depuis avril, la thèse de la direction, appuyée par *l'Humanité*, «prend» dans un premier temps, puis les discussions — souvent vives — se mènent dans les cellules, et aboutissent sinon à un rejet, au moins à un scepticisme certain. Il semble

qu'on en soit là quant à la thèse du «complot anti-communiste». S'il s'avérait que le système d'explication interne du PCF s'use si vite, ce serait là un signe de plus, mais combien si-

gnificatif, de la crise qui le traverse.

Nicolas DUVALLOIS

Demain :  
Le fonctionnement interne du PCF

### 19 personnalités de la Résistance demandent que justice soit rendue à Charles Tillon

Un conflit oppose depuis de longs mois Charles Tillon, ancien chef des FTP, à la direction de l'Association nationale des anciens combattants de la résistance (ANACT). En 1952, alors qu'il était un des dirigeants du PCF, Tillon fut accusé d'être un «flic» et de détourner de l'argent, accusations sans fondements formulées par la direction révisionniste du PCF. S'appuyant sur la campagne de calomnies orchestrée dans *l'Humanité*, le bureau de l'ANACT décidait de démettre Tillon de son poste de président de l'association. Les dirigeants de l'ANACT étaient alors largement influencés par le PCF, et ils le sont toujours. Depuis quelques mois, Tillon demande, appuyé par plusieurs fédérations départementales, une «réparation morale». Il demande que justice soit faite sur les calomnies dont il a été victime. Face à cela, la direction de l'ANACT, et notamment Debu-Bridel, emploie les mêmes arguments que Marchais : Tillon n'a jamais été exclu de l'association, il en est même membre du comité d'honneur.

19 autres membres du comité d'honneur viennent de faire savoir aux dirigeants de l'ANACT qu'ils démissionneraient si justice n'était pas rendue à celui qui fut le chef des FTP.

La position de l'ANACT a une importance certaine, dans la mesure où une attitude favorable à Tillon mettrait la direction du PCF dans l'embarras, elle qui n'a jamais voulu reconnaître que celui-ci a bien été victime d'une machination politique.

## INTERNATIONAL

### Iran : A Téhéran, la police tire sur des manifestants dans le bazar

Dans la capitale, mercredi la police a tiré sur des manifestants, provoquant la reprise de la grève des bazars qui lundi venaient de mettre fin à une grève de 15 jours. Le Bazar avec ses 200 000 mar-

chands représente la quasi totalité du commerce de gros et un grand nombre de détaillants. A Chiraz, mardi l'armée a tiré sur la foule, tuant 28 personnes, mercredi la ville était paralysée par une grève de

protestation suivie par les ouvriers et les commerçants de la ville.

Les grèves se multiplient dans tout le pays : employés du Trésor, douaniers à la frontière turco-iranienne et au port de Khorramchahr près d'Abadan. Les standardistes et les opérateurs télex ont bloqué les communications, expulsé des conseillers américains et filtré les textes des journalistes américains. Les électriciens débrayent au moment du journal télévisé pour saboter les informations diffusées par le gouvernement militaire. Ainsi contrairement aux propos tenus

mercredi par le général Azhari devant l'Assemblée nationale, la situation n'est pas totalement contrôlée par l'armée, impuissante à stopper le mouvement de grève. Le chef du gouvernement militaire a néanmoins déclaré qu'il avait «bon espoir de sauver le pays et que l'avenir lui paraissait moins sombre». Le 2 décembre marquera le début du grand deuil chiite, cette période qui connaît traditionnellement des mouvements populaires, fera certainement date dans le soulèvement populaire.

Frank ROUSSEL

#### NAMIBIE

La SWAPO, organisation de libération de Namibie, a lancé un mot d'ordre de grève générale de huit jours en signe de protestation contre les élections organisées par le régime raciste d'Afri-

que du Sud. Les 100 000 colons et fonctionnaires ont été armés et les sud-africains s'apprêtent à armer les partisans de la coopération avec l'Afrique du Sud parmi les notables namibiens.

#### VIETNAM : 250 MORTS DANS LE NAUFRAGE D'UN BATEAU DE REFUGIES

Un bateau de pêche transportant 250 réfugiés vietnamiens a coulé mercredi sur la côte de Malaisie, pendant ce temps, le *Hai Hong*, un autre bateau de réfugiés attend toujours au large de la Malaisie un pays pour l'accueillir.

#### GRANDE-BRETAGNE : VICTOIRE DES OUVRIERS DE FORD

Après 9 semaines de grève, les ouvriers de chez Ford reprennent le travail ayant obtenu 16,5 % de hausse du salaire de base. Cette victoire est une réponse cinglante au gouvernement travailliste qui voulait imposer aux travailleurs son pacte social qui limite les augmentations de salaire à 5 %.

### ● Castro : «Les MIG 23 sont défensifs»

Dans une conférence de presse donnée mercredi à La Havane, pour annoncer la libération prochaine de plusieurs milliers de prisonniers cubains, Castro s'est expliqué sur la présence des Mig 23 à Cuba. Le président cubain a indiqué que les avions sont utilisés pour la défense de l'île et que leur présence remonte à 1 an, les essais durant depuis 8 mois. Fidel Castro a également déclaré que l'amélioration des relations avec les USA dépend largement de la levée du blocus américain contre Cuba, qualifiant ce blocus de «couteau pointé sur la poitrine de Cuba».

### ● Vassy : la seule usine est en voie de liquidation

Vassy, vous connaissez ? Mais si, cherchez bien... C'est cette petite ville du fin fond du Calvados où VGE était venu en décembre de l'année dernière déclamer des tirades aussi longues que creuses sur «la vocation de l'agriculture française et la revalorisation du milieu rural».

La visite du chef de l'État aura été un bien mauvais présage : la seule usine de la commune vient d'être mise en cessation d'activité par le tribunal de commerce de Caen. Il s'agissait d'une petite entreprise de confection employant 49 ouvrières, la FICAPEM, qui s'était maintenue tant bien que mal au prix d'une sauvage exploitation : par exemple, la pratique des heures supplémentaires gratuites imposées aux ouvrières le soir pour refaire le travail raté dans la journée était chose courante. De même que l'interdiction de parler pendant les heures de travail ou les «punitions» de type «école». Vers la mi-octobre, une jeune ouvrière est licenciée après une altercation avec un agent de maîtrise. Cette fois, la coupe est pleine et la quasi-totalité des ouvrières se met en grève avec le soutien de la CFDT qui vient de créer une section dans l'entreprise. Depuis, toutes tentatives de médiation se sont avérées vaines ; la direction ne voulant rien savoir. C'est dans ces conditions que le tribunal de commerce a prononcé l'ordre de cessation d'activité.

Les propos ronflants de Giscard apparaissent ici comme une pure provocation. Après tout, peut-être que c'est cela, la «revalorisation du travail rural» dans la société libérale avancée...

#### TOUJOURS LE PARAPLUIE BULGARE

L'écrivain roumain Paul Goma a révélé mercredi à Paris qu'il avait été menacé à plusieurs reprises à New York par un homme lui disant : «Si tu continues, tu feras connaissance avec le parapluie bulgare». Cette arme a déjà fait plusieurs victimes dont un émigré bulgare assassiné à

Londres par un coup de parapluie empoisonné.

#### MEETING

Le 25 novembre à Rennes se déroulera à 20 H 30 à la maison de quartier de Ville Jean, une projection débat autour du film *Timor terre agressée, terre d'espoir* organisée par l'association Peuples et Libertés.

### ● Déclaration du Comité du Parti communiste chinois pour la municipalité de Pékin

Examinant l'activité de la municipalité de Pékin au cours des dernières années, le Comité du PCC pour la capitale a tiré les conclusions suivantes sur la manifestation de la place Tien An Men en 1976, rapportées par l'Agence Chine Nouvelle :

«Les événements de la place Tien An Men : une action tout à fait révolutionnaire».

(...) «Que les masses populaires se rendent sur la Place Tien an Men pendant la fête des morts de 1976 pour honorer la mémoire du bien-aimé et respecté Premier ministre Chou en-Lai et condamner la bande des quatre fut une action tout à fait révolutionnaire. (...) Si, pendant la fête des morts de 1976, les masses populaires sont allées sur la place Tien an Men, c'était uniquement pour manifester leurs indéfectibles sentiments d'affection et de souvenir pour le Premier ministre Chou et honorer sa mémoire, et aussi pour exprimer leur vive indignation devant les crimes monstrueux que la bande des quatre a commis contre la nation et le peuple. Cette action, qui traduisait ce que pensaient les centaines de millions de chinois, fut tout à fait une action révolutionnaire. Tous les camarades persécutés pour avoir honoré la mémoire du Premier ministre Chou et combattu la bande des quatre doivent être réhabilités et justice doit leur être rendue» (...)

#### ZAMBIE

Une réunion a rassemblé à Lusaka capitale de la Zambie les Premiers ministres du Zaïre, de l'Angola et de la Zambie pour étudier les moyens à mettre

en œuvre pour assurer en commun la sécurité de la voie ferrée qui, de Zambie en passant par le Shaba, atteint Lobite et assure le commerce des trois pays.

# 5 000 MANIFESTANTS CONTRE LA FERMETURE DE L'HOPITAL

● L'hôpital d'Apt (Vaucluse) est menacé. Victime de la loi de sectorisation de 1971 qui tend à supprimer les petits hôpitaux jugés non rentables, il est voué à la disparition si d'ici la fin du mois le gouvernement n'accorde pas des crédits au conseil régional pour

Le samedi 18 novembre ce n'est pas moins de 5 000 personnes qui ont manifesté dans les rues d'Apt, avec en tête les 35 maires des communes touchées par la suppression de l'hôpital et en présence de tout le personnel médical. Quand on sait que la ville d'Apt compte environ 12 000 habitants et l'ensemble du Pays d'Apt 25 000, on mesure l'ampleur de la protestation.

Une représentante de l'Intersyndicale rappelle : « Nous avons aussi fait une manifestation en janvier dernier. Malgré la pluie il y avait déjà eu 2 500 personnes. Cette fois, on était deux fois plus nombreux ».

C'est que l'enjeu est d'importance.

Très vétuste, mal entretenu depuis 20 ans, l'hôpital d'Apt menace ruine. Au lieu de le reconstruire, le ministère de la Santé veut supprimer purement et

simplement les services actifs : chirurgie, médecine générale, maternité, sous prétexte de rentabilité. En réalité, selon l'Intersyndicale « on n'est pas du tout déficitaire cette année. En chirurgie (40 lits) nous fonctionnons à 75 %, et en médecine c'est moyen. En maternité (15 lits) nous connaissons des difficultés, mais c'est un phénomène général. Avec des services mieux équipés, et mieux adaptés, il n'y aurait pas de problème de fonctionnement ». La reconstruction de l'hôpital permettrait aussi d'éviter une dispersion des services : la chirurgie est à bout de la ville, la médecine et la maternité à l'autre. La seule construction qu'envisage le ministère c'est celle de l'hospice, que l'administration dans son langage appelle le V 80 (80 lits pour vieillards).

« Après la manifestation de janvier on avait obtenu

envisager sa reconstruction sur place. Sa disparition serait un coup sévère porté au Pays d'Apt et à la région du Lubéron. La population en est consciente et a réagi massivement.

des promesses verbales, vu qu'on était en période pré-électorale. Depuis, la seule certitude c'est la construction de l'hospice qui est une attribution de la loi sanitaire et sociale. Il est d'ailleurs prévu en un troisième point de la ville. Au ministère, on a dit au maire que « ça devait nous suffire ! »

La suppression entraînerait le regroupement du secteur sur Cavillon à 30 kilomètres d'Apt. Mais c'est un hôpital aussi vieux qui ne pourrait pas recevoir toute la population. Alors il faudrait sûrement aller plus loin, par exemple, à Avignon, à 50 kms d'Apt. Mais les villages avoisinants, Sault, Buoux, Saint Saturnin, Bonnieux, Lacoste, Roussillon, Gordes, éloignés les uns des autres sont souvent à 30 kms d'Apt.

De toute évidence, c'est le dernier souci du ministère de la Santé qui bloque

la possibilité de reconstruction de l'hôpital d'Apt, en refusant les 20 % de crédits nécessaires pour que les banques donnent à leur tour leur accord à d'éventuels emprunts.

Pour l'instant le ministère se contente de faire traîner les choses... Mais, la manifestation du 18 novembre l'a clairement montré : la population d'Apt en a assez. Comme le souligne la représentante de l'Intersyndicale : « On veut avoir une réponse claire, et vite. L'hôpital se dégrade de plus en plus. On ne peut pas attendre plus longtemps ».

« La population est trop en colère pour supporter une réponse négative du ministère, et encore, pour une réponse positive, il faut vraiment que cela soit dans des délais rapides ! »

Claude ANCHER

## LES SECTES : DES SENTEURS FÉTIDES

La mort de plus de 400 adeptes d'une secte religieuse au Guyana, met au devant de la scène de l'actualité ces sectes et leurs pratiques. De suicide collectif, la thèse est maintenant passée au massacre collectif après les compléments d'information. D'abord, il y a eu l'enquête menée sur le terrain par des journalistes et un député américain, abattus. Un peu plus tard de nombreuses plaintes ayant été envoyées par les adeptes eux-mêmes ; le chef du « Temple du Peuple », Jim Jones, par ailleurs atteint d'une maladie incurable, a préconisé alors le suicide collectif : sa secte était en danger, à cause de l'enquête... Ce suicide était d'ailleurs conforme au « contrat » passé entre les adeptes et leur chef. Pourtant ce suicide collectif, bien qu'effectivement un certain nombre d'adeptes étaient suffisamment fanatisés pour l'exécuter, a dû se faire sous la contrainte. Jim Jones possédait une « garde prétorienne » de 200 hommes solidement armés qui y sont allés de leur mitraille pour « persuader » les adeptes récalcitrants. Cependant, un nombre important d'entre eux est parvenu à s'échapper dans la jungle voisine.

Que sont ces sectes ? Que veulent-elles ? Leur nombre se développe, ainsi que leurs effectifs, particulièrement aux USA. En France, les sectes existent également : des moonistes aux « Enfants de Dieu » et « Katakombes kids », elles recrutent particulièrement chez les jeunes, particuliè-

rement désorientés par le manque de perspectives de cette société : drogués, lumpen, mais aussi chez les jeunes de couches aisées, ce qui explique les fortunes souvent colossales de ces sectes parasitaires. Celles-ci jouissent souvent aussi de la complicité de certains hauts personnages qui peuvent être liés à l'État — la secte de Jones en est un exemple — en maintenant leurs adeptes dans l'extase ; c'est autant de potentiel de révolte en moins, la propagande anti-communiste de type fasciste étant une constante dans ces sectes.

Des « lucifériens » aux moonistes, en passant par les adeptes de Krishna et autres gurus, les sectes, significatives de la décadence de la société bourgeoise, dégagent une odeur fétide de pourriture.

### Quelques sectes

● L'Église de l'unification du christianisme mondial, la secte de Moon, « seigneur du second avènement », l'interprétation de la bible et sa publication, « Les principes divins », lui ont permis de recruter plus de deux millions d'adeptes dans le monde, un millier en France.

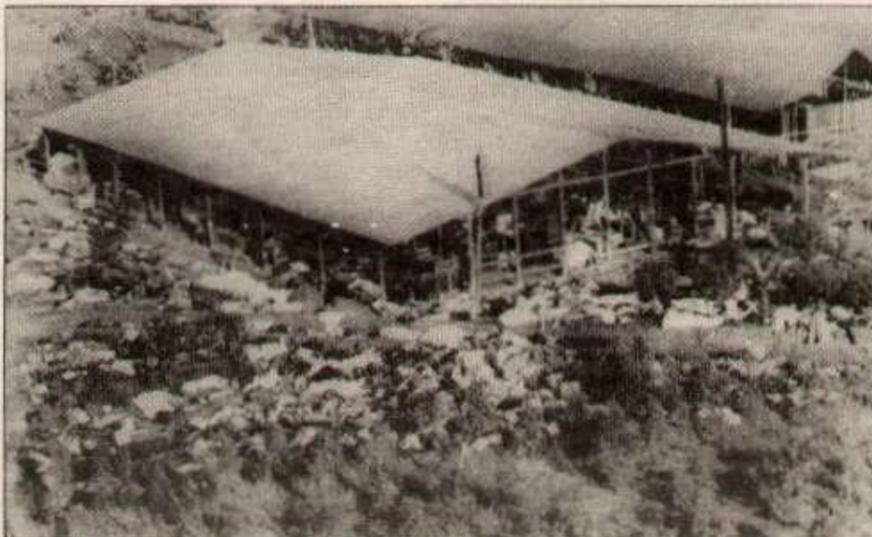
Ses objectifs : vaincre le communisme et réunifier la Corée. La secte dispose d'une fortune en immobilier et actions dans différents secteurs industriels.

● L'Association internationale pour la conscience de Krishna : crânes rasés et robes oranges, cette secte s'est développée en 1965 aux USA et a gagné l'Europe. Quelques centaines d'adeptes en France.

● Les Enfants de Dieu : fondée en 1968 par un Brandt Berg, alias Moïse David, traite ses adeptes de « bébés ». Secte particulièrement tournée vers les jeunes et les lycéens ; très active.

● La mission de la lumière divine : 7 millions d'adeptes à travers le monde pour le Guru Maharaj Ji, 2 000 en France, préche la méditation...

● L'Église de scientologie : créée en 1954, philosophie religieuse à prétention scientifique. Deux millions d'adeptes dont un millier en France.



Un notable du PS devant les Assises pour homicide volontaire

## L'avocat est à «Légitime Défense»

Mercredi s'ouvrait à Nevers le procès de Daniel Forestier, conseiller municipal de Clamecy, et agent d'assurances, accusé d'avoir tué à coups de fusil le fils d'un voisin, Robert Cochemé.

Daniel Forestier plaide la légitime défense, aidé en cela par M<sup>re</sup> Henri René Garraud, du barreau de Paris, avocat attitré du mouvement «Légitime défense». Ce qui accroît l'intérêt de l'affaire, c'est aussi que Daniel Forestier est membre du Parti socialiste, sur la tendance CERES. Ce qui ne l'a guère gêné visiblement pour faire appel à «Légitime défense» dont la connotation politique de droite n'est pas un mystère... Qu'un notable du PS fasse appel à «Légitime défense», c'est un fait dont se sert du reste abondamment Romero (cf QdP) pour la publicité de son association pour la présenter comme s'appuyant sur un large éventail politique, donc «représentative» de larges fractions de la population...

Le 24 octobre 1977, à la suite de fréquentes querelles de voisinage, Robert Cochemé, 25 ans, boulanger, vient frapper chez Forestier, trouvant qu'il fait trop de bruit... Forestier

refuse de lui ouvrir, et prenant peur — c'est ce qu'il affirme — hurle à travers la porte : « Si tu rentres, je te dégomme ! », carabine chargée à la main. Robert Cochemé rentrera quand même. Cinq coups de feu éclatent, trois sont mortels. L'agent d'assurances plaidera la légitime défense et réunit 20 témoins pour sa défense. La famille Cochemé a présenté, elle, une liste de 10 témoins.

L'accusation demande une peine de 15 ans de prison pour l'assassin, mais elle a peu de chances de l'obtenir, compte-tenu de la campagne insidieuse en faveur de la légitime défense et du soutien efficace de la presse bourgeoise locale au conseiller municipal. Le père de la victime a laissé entendre avant le procès que si la justice n'était pas correctement rendue, il ferait justice lui-même, « puisqu'il semble qu'on autorise tout le monde à faire justice soi-même ! » Ce n'est pour l'instant qu'une déclaration révoltée, mais on peut deviner à quel type d'enchaînement peuvent conduire les thèses de ceux qui prétendent « lutter contre la violence » au nom de la « légitime défense ».

### COMMUNIQUE DE LA COORDINATION INTERNATIONALE CONTRE LA CENTRALE NUCLEAIRE DE CATTENOM

Dimanche 19 novembre à Thionville se sont déroulées les assises internationales contre la centrale nucléaire de Cattenom.

Malgré le « feu vert » donné par le conseil d'Etat à la construction de ce projet, la Coordination internationale contre la centrale nucléaire de Cattenom n'entend pas abdiquer dans sa lutte. Pour cela, les antinucléaires allemands, luxembourgeois et français se sont donnés rendez-vous pour définir de nouvelles perspectives de lutte.

Trois commissions se sont mises en place sur les thèmes suivants :

Structure, rôle et élargissement de la Coordination. Comment situer la lutte contre Cattenom-nucléaire dans le mouvement antinucléaire national et international ?

Définir de nouveaux types d'actions visant à stopper les travaux.

Cette journée s'est conclue en assemblée générale par les décisions suivantes :

La Coordination doit mettre en place ses structures nécessaires à sa plus grande efficacité.

La Coordination mandatera des représentants aux travaux de la Coordination antinucléaire européenne de Bâle les 2 et 3 décembre.

La Coordination doit ouvrir sa lutte antinucléaire vers toutes les luttes de la région (sidérurgie, mines...).

La Coordination a également constaté l'abandon de la lutte de la gauche traditionnelle (PS, PC) sitôt les législatives passées.

La Coordination a également débattu de la possibilité de demande d'un moratoire, mais là le débat a été plus partagé, dégagant deux tendances : les partisans et les opposants au moratoire. La Coordination a donc décidé de représenter ces deux tendances à la réunion de Bâle.

Pour conclure, de nombreux moyens d'actions ont été envisagés, visant à bloquer les travaux sur le site.

Dans la légitimité de sa lutte la Coordination internationale contre la centrale nucléaire de Cattenom entend ainsi relancer la lutte contre Cattenom-nucléaire.

Thionville le 20/11/78

La Coordination Internationale contre la centrale nucléaire de Cattenom

c/o Les Amis de la Terre de Thionville  
25 Bd Jeanne d'Arc 57 100 Thionville

Brejnev pour le génocide du peuple érythréen

# DEUX ANS D'INTERVENTION CONTRE LES PEUPLES DE LA CORNE DE L'AFRIQUE

● La nouvelle phase de l'intervention soviéto-cubaine en Erythrée est inséparable de la politique d'agression et d'hégémonie que poursuit depuis plusieurs années le social-impérialisme contre les peuples de la Corne de l'Afrique. Cette région, comportant d'importantes richesses naturelles, à la charnière de l'Afrique et du monde arabe permet de contrôler la Mer Rouge et le détroit de Bab el Mandeb, c'est-à-dire la route des pétroliers vers l'Europe. L'impérialisme américain ne s'y est pas trompé : il avait soutenu et armé le régime d'Hailé Selassié en Ethiopie contre le peuple éthiopien et contre la lutte de libération du peuple érythréen. Washington, à cette époque, maintenait la présence de plusieurs milliers de conseillers militaires en Ethiopie et en Erythrée et disposait d'une base d'écoutes à Kagnen, en Erythrée.

## 1977 : L'OFFENSIVE SOVIETIQUE

L'URSS, qui avait développé son implantation en Somalie et au Yémen du Sud dès le début des années 70, va, après la chute d'Hailé Selassié, choisir l'Ethiopie comme cheval de Troie dans la Corne de l'Afrique. La révolution anti-féodale et anti-impérialiste dans ce pays est rapidement freinée puis bloquée par une junte militaire, le DERG qui liquide rapidement les acquis des masses éthiopiennes. Dès 1976, l'URSS s'infiltrait en envoyant à la junte de nombreux spécialistes de la propagande dans les ministères.

A la fin de 1976, Brejnev frappe un coup décisif : par un accord secret, il promet une fourniture d'armes de 200 millions de dollars à Mengistu, le futur «homme fort» du DERG. Celui-ci, en février 1977 fait un coup d'Etat. Il rompt la plupart des liens du régime avec les USA, annonce l'établissement de liens privilégiés avec l'URSS. Au cours de son premier voyage à Moscou, Mengistu reçoit le plein soutien de Brejnev ; de son côté, il soutient les positions soviétiques sur la Mer Rouge qui la définissent comme «voie d'eau internationale» (alors que les pays riverains veulent en faire «un lac de paix arabe»).

Dès cette époque, Castro vient soutenir les visées hégémonistes de l'URSS dans la région. En effet, à la mi-mars, le dirigeant cubain effectue un voyage en Ethiopie, en Somalie et au Yémen du Sud pour proposer à ces pays une «fédération socialiste». Castro appelle «les forces progressistes de la Mer Rouge à coordonner leurs luttes contre les machinations de l'impérialisme» et à «renforcer leurs relations dans tous les domaines». Le projet de consolidation des positions soviétiques par la création d'une «fédération» sous l'égide de Cuba et de l'URSS sera mis en échec du fait de l'opposition de la Somalie.

## L'INTERVENTION CONTRE LA SOMALIE

Très rapidement, le gouvernement somalien va s'inquiéter

de la fourniture massive d'armes sophistiquées à l'Ethiopie, avec laquelle la Somalie est en conflit au sujet de l'Ogaden. Cette situation aboutit à un regain de tension dans l'Ogaden et à l'expulsion des Soviétiques de Somalie.

En juillet 1977, la reprise du conflit de l'Ogaden, avec les succès remportés par la guérilla du FLSO favorable au rattachement à la Somalie va entraîner une nouvelle escalade de l'intervention soviéto-cubaine. L'URSS commence à envoyer des milliers de militaires soviétiques de mercenaires cubains, de «conseillers» des pays de l'Est en Ethiopie. Pendant la seule année 1977, l'URSS fournit aux fascistes éthiopiens une aide militaire supérieure à celle que les USA avaient fournie au régime d'Hailé Selassié pendant dix ans.

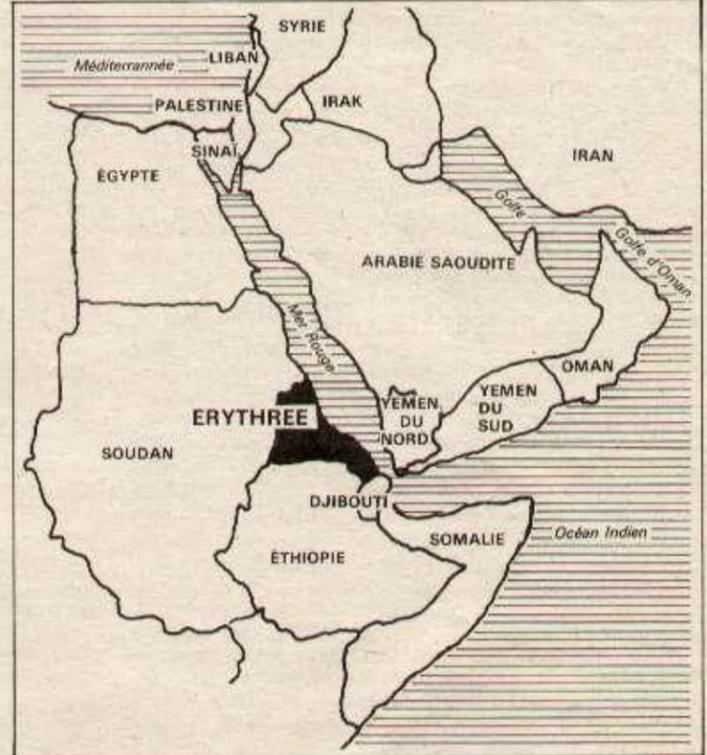
Cette intervention dans le conflit de l'Ogaden culmine à la fin de l'année et en janvier 1978. En décembre 1977, un pont aérien mobilisant pendant plusieurs

jours 232 avions (un cinquième de la flotte aérienne soviétique) amène en Ethiopie des avions, en pièces détachées. Les Mig pilotés par des Soviétiques bombardent des villes somaliennes. Des unités cubaines entières combattent en première ligne. Après une très violente offensive, la Somalie, directement menacée, doit retirer les troupes qu'elle avait engagées en Ogaden. Avec la fermeture de ce front, le social-impérialisme a désormais les mains libres contre le peuple érythréen.

## L'URSS CONTRE LA LUTTE DU PEUPLE ERYTHREEN

Alors que les yeux sont fixés sur le conflit de l'Ogaden, la lutte du peuple érythréen contre le DERG colonialiste a remporté de grands succès. En 1976 et 1977, le DERG a organisé deux «marches rouges», embrigadant des milices paysannes pour tenter de reconquérir l'Erythrée, libérée à 90 % par le mouvement de libération. L'aide soviétique va redonner un peu de souffle à Mengistu battu sur le terrain. Dès la fin de 1977, il s'avère que des Cubains et des Soviétiques participent aux combats, en particulier dans la capitale Asmara.

En avril 1978, Mengistu annonce une nouvelle offensive, qu'il prétend décisive. Il est hors de doute qu'il dispose déjà du soutien et de l'appui militaire de l'URSS. En même temps, le social-impérialisme, qui a pris la mesure de la farouche volonté



de résistance et d'indépendance du peuple érythréen, espère imposer une «solution politique». Il s'agit d'instaurer une «fédération» de l'Ethiopie et de l'Erythrée, en fait une annexion qui faciliterait l'implantation de l'URSS dans la région. Tout en maintenant son intervention militaire, Brejnev se présente comme médiateur et multiplie les manœuvres pour diviser le mouvement de libération et le contraindre à capituler. Mais celui-ci, bien qu'acceptant des négociations sans conditions, refuse de se renier et de renoncer à son indépendance.

Mengistu va donc déclencher une nouvelle offensive, en juillet dernier. Disposant des tonnes d'armes modernes livrées par l'URSS, de bombardiers, de lance-missiles, aidée par les Cubains l'armée de Mengistu mène une guerre barbare, rasant les villages et massacrant la population. Néanmoins, elle ne remporte pas de succès décisif : si l'armée du FPLE doit se retirer de trois villes du plateau, elle conserve ses forces et garde le contrôle du pays, surtout les voies de communication.

Le mouvement de libération a pu contenir l'offensive. C'est un échec pour Mengistu qui n'a pu réussir la reconquête qui était son objectif. Son armée est affaiblie, vidée par les désertions, tenue à bout de bras par l'URSS.

La période récente est marquée par un resserrement de l'emprise soviétique sur le régime éthiopien. Dans la mesure où le soutien soviétique lui devient indispensable pour se maintenir

contre le peuple éthiopien, Mengistu s'aligne totalement : il annonce l'entrée de l'Ethiopie dans le Comecon, prétend fonder un «parti marxiste-léniniste», et à la «Conférence anti-impérialiste» d'Addis Abeba se livre à de violentes attaques contre la Chine. Le social-impérialisme a obtenu toutes les garanties de son allié sanguinaire.

Mais la phraséologie révolutionnaire de Mengistu et de son protecteur l'URSS, n'effrayent pas le mouvement de libération.

Le 31 août, le Comité central du FPLE a lancé un appel solennel à l'opinion publique internationale pour dénoncer fermement l'intervention soviéto-cubaine. C'en est fait des espoirs de Brejnev de faire capituler le mouvement de libération.

Aujourd'hui, en signant un traité militaire dit de paix et d'amitié avec Mengistu, Brejnev a montré qu'il irait jusqu'au bout avec lui dans l'escalade sanglante de son régime. La poignée de main du dictateur et de son protecteur a donné le signal d'une nouvelle offensive sur le terrain. Elle ne viendra pas à bout de la lutte du peuple érythréen qui a forgé sa volonté d'indépendance dans une résistance de dix huit années au colonialisme, à l'impérialisme américain, puis au social-impérialisme. Ces nouveaux crimes éveilleront encore plus la vigilance des peuples contre l'hégémonie soviétique et le danger qu'il représente. La cause du peuple érythréen doit aujourd'hui rencontrer le soutien large et résolu qu'elle mérite.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

## Déclaration du FPLE à Paris

Depuis samedi 18 novembre, les forces d'occupation éthiopiennes, au nombre de 120 000 hommes, appuyées par l'aviation, les chars et les blindés, se sont lancées dans une nouvelle offensive de grande envergure, pour tenter de reconquérir les zones libérées de notre pays. L'URSS et Cuba y prennent part directement.

Il est à noter que l'offensive coïncide avec la signature, qui vient d'avoir lieu, du traité (de sainte-alliance) entre l'URSS et l'Ethiopie. Cette agression montre à quel point les déclarations de «bonnes intentions» de Moscou et de La Havane, ces derniers temps, concernant un «réglement politique» en Erythrée, n'étaient finalement qu'un rideau de fumée cachant les préparatifs contre notre lutte de libération nationale. De ce fait, ils assument la pleine responsabilité de toutes les conséquences qui découleraient de l'aggravation de la situation.

Par précaution, pour préserver ses forces, l'armée populaire du FPLE a décidé le 21 novembre d'évacuer l'axe Asmara-Massawa

Nous tenons à réaffirmer que notre peuple, aguerri par 18 années de lutte armée, comptant sur ses propres forces, saura châtier comme il convient les agresseurs, qui bafouent notre droit inaliénable à l'indépendance.

Nous en appelons à l'opinion, à toutes les forces progressistes et démocratiques pour qu'elles manifestent énergiquement leur condamnation des nouveaux crimes contre notre peuple.

Paris, le 22 novembre 1978

Front Populaire de Libération de l'Erythrée.

## IRAK - URSS

Le parti révisionniste irakien dont deux membres sont ministres affirme que «des atrocités contre le parti, ses organisations et ses activités se poursuivent depuis un an» malgré des démarches effectuées auprès du Parti Bass. Cette dégradation des rapports entre les deux partis

est interprétée comme un signe de tension entre l'Irak et l'URSS.

## CEE-COMECON

Les discussions entre la CEE et le COMECON reprennent. Les positions sont toujours aussi éloignées : alors que les Soviétiques veulent obtenir un accord commercial global, la CEE ne veut

mettre en place que des relations de travail et d'échange d'informations.

## SAHARA

Le ministère de la Défense sahraoui a annoncé qu'une attaque avait été organisée contre des positions militaires marocaines à El Aïoun, la capitale.

## GUINEE-BISSAU

Selon APS une tentative de putsch a été écrasée vendredi par l'armée de Guinée Bissau. Des affrontements armés ont eu lieu à Bissalanca, dans les environs de la capitale à la suite desquels les auteurs ont été arrêtés, ainsi que leur chef. Des étrangers se trouveraient parmi eux.

## PAYS ARABES

Le premier Congrès arabe du fer et de l'acier a déclaré que «ces rencontres étaient destinées à nous aider à mieux identifier, ensemble, les problèmes auxquels nous avons à faire face, en commun, afin de mieux coordonner nos efforts, voire élargir notre coopération».

Dans notre rubrique *Vie et habitat, terrains de lutte*, nous avons proposé hier de nous téléphoner à une permanence sur ce thème le mardi de 18 h à 20 h. Le numéro du *Quotidien du Peuple* est le 636.73.76.

Le budget de l'Etat pour 1979, qui vient d'être voté en première lecture par l'Assemblée nationale, accentuera pour le bâtiment travaux publics (BTP) la baisse d'activité qui se poursuit sans interruption depuis 1974 : le nombre de logements autorisés, a diminué de 30 % en 4 ans ; celui des logements mis en chantier est passé de 550 000 en 1974 à 420 000 en 1978 (estimation), sur ce total, ce sont les HLM de location qui diminuent le plus (110 000 en 1974, mais 70 000 seulement en 1978), et d'une façon générale, les logements aides collectifs (la part des maisons individuelles dans les mises en chantier est de 60 % aujourd'hui contre 40 % en 1974).

- La construction régresse
- Les Travaux Publics s'exportent
- 250 000 emplois de moins en quatre ans
- Encore 250 000 de moins d'ici 83 ?

En 1979, les logements locatifs prévus correspondent à la réalisation de 1978, en diminution de 30 % sur les prévisions effectuées il y a un an pour 1978. D'une façon générale, les aides prévues augmenteront de 5 %, mais compte-tenu de l'inflation, c'est une baisse de même montant qui sera enregistrée en volume de travaux (les logements neufs représentent 40 % de l'activité du bâtiment).

— En ce qui concerne les constructions des administrations (écoles, hôpitaux...), il faut s'attendre au mieux à une stabilisation.

— Les dépenses publiques d'amélioration des logements anciens, en faible accroissement, seront loin de compenser les tendances précédentes, non plus d'ailleurs que la demande privée de rénovation et d'entretien, ou les constructions d'usines et de bureaux.

— Les autorisations d'investissements publics intéressant les travaux publics régresseront d'au moins 3 % en volume.

Or c'est 80 % de l'activité de ce secteur qui est contrôlée par le biais du budget de l'Etat.

### 250 000 emplois perdus

Une telle baisse d'activité s'est répétée inévitablement sur l'emploi, de façon proportionnelle à l'importance de cette branche qui, avec 1 500 000 salariés, emploie plus de 20 % des effectifs de l'industrie. Dans le bâtiment, la diminution a été de 220 000 en 4 ans, dont 80 000 en un an. Le

nombre de demandes d'emploi est passé de 50 000 en juin 1976 à 70 000 en juin 1978 (malgré l'arrêt de l'immigration de travailleurs étrangers qui représentent plus du quart des salariés du secteur). Du premier semestre 1977 au premier semestre 1978, les faillites ont augmenté de 22,5 % contre 17,2 % pour l'ensemble des entreprises de tous secteurs.

Dans les travaux publics, le nombre d'ouvriers a diminué de 290 000 à 260 000 pendant les quatre dernières années.

Au total 250 000 emplois ont disparu depuis quatre ans dans le BTP.

### De «nouveaux besoins»

La crise du BTP est liée à la volonté du gouvernement de freiner les équipements publics et surtout les logements sociaux (cf QdP du 16. 11.). Or le parc de logements français est l'un des plus défectueux d'Europe : 59 % sont construits d'avant 1949 contre 38 % aux Pays Bas et 44 % en Allemagne, 35 % n'ont pas d'installations sanitaires contre 13 % en Allemagne et 6 % au Danemark ; un appartement comprend en moyenne 1,22 pièce en France, 1,49 en Allemagne et 1,64 en Grande Bretagne. En fait, d'après le gouvernement, il s'agirait davantage de «réhabilitation» les logements anciens. On peut indiquer à ce sujet que sur le million de HLM construits il y a plus de 12 ans, 10 % présentent des défauts pour les fondations, 19 % pour les charpentes, 20 % pour les canalisations, 40 % pour les revêtements muraux et les sols, 17 % pour l'étanchéité. Selon certains, le marché de la rénovation serait très vaste : 6 millions de logements ! A raison de 200 000 par an, il y en aurait pour trente ans de travail assuré ! En réalité, si les besoins de logements neufs sont bien supérieurs aux programmes retenus (le VII<sup>e</sup> plan lui-même avançait le chiffre de 510 000 au lieu de 430 000 actuels), le décalage est considérable aussi pour la rénovation. Ces deux dernières années, 80 000 logements par an

surtout sera amené dans les années à venir à exercer sur son économie et ses échanges. A partir d'octobre-novembre 1973, cette pression s'est surtout exercée par l'intermédiaire des prix des produits énergétiques et des matières premières. En cumulant des économies, les investissements de modernisation plus économes de ces produits et les avan-

Pour mieux lutter

## CONNAITRE L'ECONOMIE

Branches en crise :

Au bâtiment, rien ne va plus...

en auraient bénéficié. Le Comité spécialisé du VII<sup>e</sup> plan remarquait, il y a quelques mois que «la réhabilitation n'a pas cru au rythme espéré... tant pour des raisons techniques (les logements les plus «faciles» (lire les plus lucratifs) à réhabiliter l'ont déjà été) que juridiques et financières». D'ailleurs, les loyers des logements rénovés ne sont pas toujours accessibles aux anciens locataires.

Bref, ce nouveau leitmotiv, de la politique officielle de même que la mise en avant d'un «effort de qualité nécessaire dans la construction neuve, ne peuvent guère dissimuler que dans la politique Barre, le logement et les équipements collectifs ne sont pas des objectifs prioritaires. Le vieil adage selon lequel «lorsque le bâtiment va, tout va», ne guide pas la politique actuelle de la bourgeoisie.

### Les axes de la politique de la bourgeoisie

S'il est vrai que le BTP est une activité créatrice d'emplois, s'il est vrai aussi que les travailleurs ont besoin de logements plus confortables, les priorités du gouvernement, l'adaptation de l'industrie à la concurrence internationale, la recherche de la compétitivité, et de l'excédent commercial, conduisent dans une direction opposée : l'argent du budget dépensé de cette façon pèse sur les coûts des autres branches et ne leur sert pas à développer les investissements tournés vers l'exportation : par ailleurs, il n'y a pas à redouter la concurrence internationale très faible sur le marché intérieur pour ce genre d'activités. L'argent investi dans la pierre doit être dirigé vers l'industrie. Simultanément, les entreprises sont invitées à s'orienter. «Il faut se rendre compte que les investissements s'orienteront désormais différemment et, notamment, selon deux directions nouvelles, celle de la qualité et celle de la demande internationale», déclarait, il y a un mois, d'Ornano à l'Assemblée nationale. Il en résulte un profond bouleversement de la structure du BTP.

### Une profonde restructuration du secteur est en cours

Il faut souligner que le nombre d'entreprises significativement présenté sur les marchés extérieurs, est très réduit : 169, parmi les plus grosses évidemment sur plus de 6 000. Une trentaine seulement se partage même les 3/4 des grands contrats étrangers. En ce qui concerne le bâtiment, 250 à 300 entreprises seulement sur 30 000 travaillent à l'étranger, pour un chiffre d'affaires ne dépassant pas 4 % de la branche.

Ces grosses entreprises consolident souvent leurs positions en s'associant à des sociétés étrangères. Les très petites entreprises n'ont pas les moyens d'installer une infrastructure à l'étranger. Elles survivent le plus souvent grâce aux marchés locaux. Les entreprises moyennes (100 à 1 000 salariés) sont les plus ébranlées. (1 312 d'entre elles sur 1 744 ont disparu entre 1974 et 1977). Ne pouvant se limiter aux marchés locaux, elles sont handicapées sur les marchés extérieurs, tandis que les marchés régionaux leur sont souvent arrachés par les grands groupes qui, appuyés sur leurs commandes extérieures acceptent des prix très bas pour maintenir leurs activités françaises.

### L'attitude des patrons du BTP

La situation actuelle du BTP illustre les contradictions qui opposent les capitalistes entre eux, et leur solidarité de classe perpétuée par l'Etat bourgeois. Les intérêts de la bourgeoisie dans son ensemble, représentés par la politique Giscard-Barre sont temporairement contradictoires avec ceux des patrons de BTP, contraints d'accepter cette discipline. Ils essaient d'en atténuer la rigueur en réclamant périodiquement des plans de relance ou des mesures spécifiques, sans grand succès. Jusqu'ici (quelques décisions ont été prises en décembre 1977 puis en juin 1978) notamment le déblo-

cage de crédits supplémentaires pour la réhabilitation, l'accélération des paiements publics et la préparation d'un plan d'aide à l'exportation, tout en luttant pour maintenir ou accroître leur capital aux dépens les uns des autres. Quoiqu'il en soit, la solidarité patronale se reconstitue toujours sur le dos des travailleurs : la carte de la séduction avait été jouée en 1976 : deux accords signés dans le cadre de la «revalorisation des métiers de la construction» (politique Stoléru de «revalorisation du travail manuel»), prévoyaient d'abaisser la durée du travail et d'améliorer les salaires en contrepartie d'une augmentation de la productivité. Il s'agissait d'inciter de plus en plus de travailleurs français à se diriger vers le bâtiment. Cette tactique de séduction marque le pas aujourd'hui. La durée du travail est descendue de 47,3 heures hebdomadaires à 42,3 heures de 1974 à 1978 ; en revanche, l'amélioration relative des salaires a été perdue en 1976, les gains de productivité étant inférieurs à ceux escomptés par les patrons.

Aujourd'hui, le Président de la Fédération patronale des T.P. réclame une plus grande facilité pour licencier les travailleurs. Il explique en effet que «beaucoup d'entrepreneurs n'embauchent pas, parce qu'ils savent qu'ils ne peuvent pas licencier», et recourent donc aux négriers des entreprises de travail temporaire.

### Les perspectives

Dans les cinq ans à venir, d'après certaines prévisions du Ministère même, le nombre de logements mis en chantier devrait stagner aux environs de 430 000, tandis que les investissements publics devraient progresser très faiblement. Les dépenses de rénovation des logements anciens, pourraient s'étendre un peu. L'orientation «exportation» se renforcera, mais avec des difficultés liées à l'aggravation de la concurrence. Or, celle-ci ne crée aucun emploi, sauf pour une minorité de cadres ou d'autres salariés très qualifiés. Au total, l'emploi pourrait se réduire à nouveau de 250 000 d'ici 1983.

Maurice REYNAUD

### 3 — Le commerce extérieur

## Nouveaux concurrents : le Tiers Monde

Echanges français avec quelques pays du Tiers Monde exportateurs de pétrole.

	Arabie Saoudite	Irak	Koweït	Iran
Exportations françaises	3 034	2 182	784	3 348
Importations françaises	21 174	8 979	1 735	5 416
Déficits en millions de francs	18 940	6 797	951	2 060

Echanges français avec quelques pays africains

	Algérie	Maroc	Senegal	Gabon
Exportations françaises	8 824	4 749	1 464	2 024
Importations françaises	3 875	2 145	1 346	1 820
Excédent	4 949	2 504	118	204

La balance commerciale de la France est certes rééquilibrée depuis quelques temps. Mais elle laisse apparaître une faiblesse notoire des échanges de produits industriels avec les pays occidentaux.

L'autre préoccupation pour la bourgeoisie française, sont les nouvelles formes de pression que le Tiers-Monde est amené et

surtout sera amené dans les années à venir à exercer sur son économie et ses échanges. A partir d'octobre-novembre 1973, cette pression s'est surtout exercée par l'intermédiaire des prix des produits énergétiques et des matières premières. En cumulant des économies, les investissements de modernisation plus économes de ces produits et les avan-

tages de la baisse du dollar, avec le développement de ses ventes de biens d'équipement au Tiers Monde, l'impérialisme français est arrivé globalement à transformer sa dette, la «*facture pétrolière*», en «*un ensemble de créances sur ces pays du Tiers Monde*».

Mais une autre inquiétude surgit pour la bourgeoisie française : la concurrence des pays du Tiers-Monde. De 1945 à 1975, la part du Tiers-Monde dans la production internationale était demeurée stagnante et concernait des produits primaires, agricoles, matières premières, énergie... Depuis, «*l'industrialisation du Tiers-Monde est certaine parce que les pays le veulent, parce qu'ils en ont aujourd'hui la ressource*...» nous indique une étude de l'ONU. Et plus loin : «*Parallèlement, les pays du Tiers-Monde étendent leurs activités, donc leur concurrence, à tous les*

secteurs et à tous les marchés.»

Ainsi, déjà dans certains secteurs, les exportations du Tiers-Monde vers les pays impérialistes et plus particulièrement la France, aggravent la concurrence et croissent inexorablement : textile, habillement, certaines activités de la construction électrique (moteurs) et électronique (composants, radio télévision, petites calculatrices, chaînes Hi-Fi, jeux électroniques), cuir, chaussures, horlogerie (montre à quartz), optique de précision...

De plus, de nouvelles tendances sont apparues fin 1977 et au 1<sup>er</sup> semestre 1978 : l'irruption du Tiers-Monde dans la concurrence internationale concerne de nouveaux produits sinon stratégiques, du moins vitaux pour la bourgeoisie française : première transformation des métaux et sidérurgie (Brésil, Corée du Sud, Mexique, Inde, Algérie), pétrochimie (Iran,

Emirats arabes, Arabie saoudite, Algérie, Mexique), engrais (Maroc), construction navale, automobile (Brésil), chimie, cimenterie...

C'est ainsi que les importations françaises en provenance du Tiers-Monde ont considérablement progressé ces dernières années : de 19 à 27 % des importations totales. La progression des exportations françaises vers le Tiers-Monde (de 18 à 25 % des exportations totales) est une compensation faible et fragile car elle ne concerne que très secondairement les pays les plus dynamiques du 3<sup>e</sup> monde.

Face à ces anciens et nouveaux défis internationaux, la bourgeoisie française n'a guère le choix : corriger ses faiblesses, c'est-à-dire relancer la restructuration pour mieux s'adapter aux nouvelles données internationales et trouver les moyens d'en faire faire les frais aux travailleurs !

le point sur...

# LA SOLMER RECULE SUR LE CHOMAGE PARTIEL

Suite à de longues heures de négociations avec les organisations syndicales, la direction de la Solmer a décidé mercredi soir, de faire redémarrer les installations (deux hauts fourneaux) du complexe sidérurgique de Fos, arrêtés depuis lundi. La totalité des 6 300 travailleurs touchés par le lock-out durant la même période, devaient avoir repris le travail jeudi, à la mi-journée. Une partie des jours de chômage partiel sont supprimés.

On sait que la décision brutale de lock-out prise par la direction de la Solmer, visait à casser dans l'œuf les mouvements de grève tournants engagés

depuis plusieurs semaines par les travailleurs contre les mesures de chômage partiel prévues pour novembre et décembre (trois jours chaque mois), et les pertes de salaire qui en résulteraient (6 % du salaire en moins).

L'arrêt des installations, durant 48 heures a en fait été l'aboutissement d'une cascade de mesures prises contre les grévistes par la direction.

1. Ce fut d'abord le refus intransigent de revenir sur les mesures de chômage partiel, revendication à l'origine des grèves tournantes. «Il est exclu et totalement impossible de

supprimer les mesures qui ont été prises», devait déclarer un représentant de la direction.

2. Le mouvement continuait néanmoins. La direction tentait alors le chantage. «Acceptez les mesures de chômage partiel nécessaires pour faire face à la crise, ou c'est la menace de chômage partiel qui est en vue». Les milliers de travailleurs grévistes refusaient de se plier, à juste titre à cette logique. C'était le lock-out pur et simple.

Intransigeance, chantage au chômage, lock-out : en quelques jours seulement, la direction de la Solmer n'aura pas hésité à mettre

en œuvre la presque totalité des moyens anti-grève à sa disposition pour essayer de briser les travailleurs et leur grève tournante. La direction de la Solmer, outre qu'elle a levé le lock-out, a dû toutefois accepter de lever une partie des jours de chômage partiel : les travailleurs postés ne chômeront qu'une journée en novembre et une, en décembre, les autres travailleurs, un jour au lieu de deux au total. Les travailleurs sont toutefois encore loin du compte : des jours de chômage subsistent, et qui ne sont payés qu'à 50 %.

Correspondant

## ● Chaffoteaux et Maury (Saint Briec) : durcissement de la grève



Les 2 000 travailleurs de l'entreprise Chaffoteaux et Maury, à Saint Briec, ont décidé de durcir leur mouvement engagé depuis le 12 octobre, pour une augmentation de 350 F, la cinquième semaine de congés payés, le 13<sup>e</sup> mois. Ils effectuaient jusqu'ici des débrayages quotidiens de 4 heures. Devant l'intransigeance de la direction de l'usine, accompagnée du lock-out de plusieurs travailleurs, ils ont décidé d'effectuer désormais, une grève de 24 heures reconductible.

## ● Sescosem Grenoble : 15 ouvrières dont 9 déléguées CFDT assignées en référé

15 ouvrières de l'atelier «masque» sont en grève pour un système de classification qui ne divise pas et qui prend en compte la qualification du travail et l'ancienneté.

Les chefs ayant tenté de briser la grève en venant travailler, les ouvrières soutenues par la CFDT leur interdisent l'accès de l'atelier. La direction menace alors de mettre les autres ateliers en chômage technique. Mardi, elle accepte une entrevue avec les grévistes, à conditions qu'elles autorisent l'accès de l'atelier aux chefs. Ce qu'elles font, les ouvrières s'entendent alors proposer une discussion individuelle avec la direction sur leur qualification, ce qu'elles refusent unanimes.

Mercredi 8 grévistes dont 2 déléguées CFDT, 7 autres déléguées sont convoquées au tribunal des référés jeudi après-midi.

La CFDT envisage de faire reporter le procès pour préparer la mobilisation, et appelle l'ensemble des travailleurs de l'usine à un débrayage de solidarité jeudi. Cette journée sera importante comme jusqu'à présent la solidarité des autres ateliers s'est exprimée par un soutien financier, mais n'a pas pu permettre l'extension de la lutte sur des revendications qui concernent pourtant 90 % des ouvriers.

## ● Centrale atomique de Bugey (Ain) : grève pour les effectifs

Les 600 travailleurs de la centrale atomique de Bugey sont en grève totale depuis mardi soir, à l'appel des organisations syndicales CFDT, CGT et FO. Ils bloquent l'accès au site nucléaire. Leur exigence : une augmentation substantielle de leurs effectifs.

ALGÉRIE : LE PRÉSIDENT BOUMEDIENE TOUJOURS DANS LE COMA

Jeudi matin, le chef de l'État algérien était toujours dans le

coma à l'hôpital Mustapha d'Alger. Le Conseil de la révolution qui assure la direction du pays pendant la maladie du président a fait savoir que d'autres médecins étrangers sont arrivés à son chevet.

## Négociations commerciales multilatérales

# LA CEE RÉPOND AUX PROPOSITIONS AMÉRICAINES

● Les négociations commerciales multilatérales devaient reprendre à Genève après que la CEE ait décidé mardi d'y participer à nouveau se contentant de la promesse américaine de lever les barrières douanières sur certains produits. Et répondant ainsi

Cependant, des divergences importantes sont apparues entre les pays membres de la CEE, le représentant français considérant qu'il n'y a aucun changement depuis octobre. Engager maintenant le round final de la négociation, c'est se mettre dans la position de devoir faire un «paquet» qui plaise aux États-Unis. Ces réticences françaises

ont conduit les membres de la CEE à adopter une position de compromis exprimée par le ministre allemand de l'Économie.

«Nous allons conclure le «paquet» avec les États-Unis, puis nous leur dirons que nous ne le signerons que s'ils lèvent le problème des droits compensateurs.»

à la demande de Carter d'en finir avec le traité avant le 15 décembre, conformément à l'accord conclu lors du sommet économique des pays occidentaux à Bonn en juillet dernier.

### LA MENACE DES REPRESAILLES AMÉRICAINES

La négociation GATT revêt une grande importance car elle doit fixer la réduction des barrières commerciales entre les pays qui y participent. C'est un enjeu important, notamment entre les différents pays occidentaux qui, depuis plusieurs années, se livrent une guerre économique sournoise. Les États-Unis notamment ont multiplié les pressions sur leurs concurrents d'une part pour qu'ils limitent leur pénétration sur le marché américain, d'autre part pour qu'ils rendent plus aisée la pénétration de marchandises américaines sur leur marché.

C'est dans ce cadre que la CEE avait décidé au mois d'octobre de suspendre les négociations GATT car le Congrès américain s'était séparé sans lever les menaces des taxes fiscales à l'encontre des produits européens, notamment agricoles. Il créait ainsi une situation dans laquelle la CEE était contrainte de négocier sous la menace de représailles si elle n'acceptait pas les propositions américaines.

### LES USA PRESSÉS DE CONCLURE

Les États-Unis souhaitent cependant que la discussion arrive rapidement à conclusion, non seule-

ment parce qu'ils en attendent un avantage immédiat, mais aussi parce que selon les prévisions de l'OCDE, un ralentissement de la croissance devait se produire en 1979, ce qui aurait pour effet d'accroître la concurrence au plan international, de façon d'autant plus défavorable pour les USA que ceux-ci pourraient, selon les mêmes prévisions, devoir affronter une récession à la fin de 1979.

C'est pourquoi le représentant spécial de Carter pour les affaires commerciales a organisé une série de visites dans les pays européens afin de les assurer que les États-Unis lèveraient les droits compensateurs si un accord intervenait.

La plupart des pays européens se sont contentés de ces promesses américaines, à l'exception de la France. Mais les réticences françaises rencontrent un écho dans la plupart des délégations qui craignent que les États-Unis soient en définitif les principaux bénéficiaires de la négociation. La position de compromis adoptée à Bruxelles, si elle est confirmée, laisse une marge de manœuvre large aux pays de la CEE bien qu'elle représente un recul par rapport au refus de négocier sous la menace de représailles exprimée en octobre.

Grégoire CARRAT

## ● L'aviation vietnamienne bombarde le Kampuchea

Selon la radio du Kampuchea démocratique, plusieurs avions vietnamiens ont bombardé le 18 novembre Chlong et Sre Rolean, dans la province de Kratié, tirant ou blessant des membres de coopératives agricoles, dont des femmes, des enfants et des vieillards. Des bâtiments ont été détruits, et du bétail a été tué. L'aviation vietnamienne s'est heurtée à une vive riposte de la défense anti-aérienne du Kampuchea.

Ces bombardements correspondent à une intensification de l'agression vietnamienne, déjà caractérisée ces dernières semaines par un pilonnage à l'artillerie lourde, notamment avec des canons de 105, contre les zones frontalières du Kampuchea, ainsi que l'utilisation de gaz toxiques, dans les combats. En recourant de plus en plus à des bombardements aériens en profondeur au-dessus du territoire du Kampuchea, comme c'est le cas en attaquant la province de Kratié, non frontalière, les Vietnamiens tentent de surmonter leur incapacité à mener au delà de quelques kilomètres leurs incursions en territoire khmer, et leur incapacité à occuper le terrain, vu la résistance kampuchéenne. De plus, par ces bombardements, ils visent à disperser les forces du Kampuchea, préparant ainsi une agression de plus grande envergure pour laquelle l'URSS apporte un appui total. D'ores et déjà, des milliers de «conseillers» soviétiques sont à pied d'œuvre au Vietnam, tandis que Castro aurait offert, sous couvert d'«internationalisme prolétarien», l'envoi de soldats cubains pour «aider» le Vietnam.